



## 1er séminaire international Ufohja à Conakry

Pour la première fois, un séminaire Ufohja organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, l'UIHJ et l'École nationale de procédure française s'est tenu en Guinée, à Conakry, des 27 au 29 septembre 2006.

### L'épée de la justice

Pour ce premier séminaire en Guinée depuis que la profession d'huissier de justice a pris son aspect libéral en 1986, trois thèmes principaux ont été retenus :

- l'aspect général et les intérêts particuliers pour les huissiers de justice du traité de l'Ohada ;
- les problèmes pratiques posés par la saisie attribution et la saisie conservatoire de créances et, pour la première fois en Afrique, les difficultés posées par la saisie immobilière, notamment du fait de l'absence le plus souvent de « livres fonciers » ;
- enfin l'éthique et la déontologie qui doit gouverner aux activités des huissiers de justice, ainsi que la nécessaire assistance que doit apporter la force publique à l'exécution des décisions de justice et des titres exécutoires.

La délégation de l'UIHJ était menée par Jacques Isnard, président, et par Rose Bruno et Anne Kérisit, huissiers de justice (France), membres de l'UIHJ et expertes Ufohja.

Dans son discours d'ouverture, Saïdouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, a salué la présence des personnalités membres des institutions républicaines ou du corps judiciaire de Guinée ainsi que celle des délégations du Burkina Faso, du Congo, du Mali, du Tchad et de la France, les représentants d'Afrique du Sud et du Bénin ayant été empêchés en raison de grèves aériennes. Le président Camara a, par ailleurs, rendu un vibrant hommage à « son excellence monsieur le président de la République, chef de l'Etat, le général Lansana Conte et à son gouvernement pour leur souci constant de faire de la Guinée, notre pays, un véritable Etat

les intervenants – The participants



Saïdouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Alsény René Gomez, ministre de la Justice de Guinée, - Saïdouba Kissing Camara, President of the National Chamber of Judicial Officers of Guinea, Jacques Isnard, President of UIHJ, Alsény René Gomez, Minister for Justice of Guinea,

de droit ». Saïdouba Kissing Camara a par ailleurs remercié chaleureusement Jacques Isnard pour tous les efforts qu'il ne cesse de déployer pour la profession. « Ce Franco-africain s'est personnellement intéressé à l'Afrique et il en a fait sa préoccupation de tous les jours » a-t-il déclaré. « L'huissier de justice est l'épée de la justice. L'exécution des décisions de justice fait asseoir l'autorité de la justice et de l'Etat. L'exercice de la profession d'huissier de justice est si difficile, si délicate, qu'il faut un certain courage pour ce faire et ce courage mérite notre respect » a-t-il ajouté. En conclusion, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée a invité l'ensemble des congressistes à faire preuve d'imagination, de modération, de réflexion et de rigueur afin de travailler dans l'intérêt de tous durant les deux jours de séminaires.

### Trois projets pour l'Afrique

Jacques Isnard a mis en exergue les trois projets imminents pour les confrères africains dans l'espace Ohada :

Réception chez le Ministre chargé des Affaires Présidentielles – Meeting with the Minister in charge of the Presidential Affairs





Saidouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée  
— President of the National Chamber of Judicial Officers of Guinea



Pendant le séminaire — During the seminar

- la mise en place d'un statut uniforme pour les huissiers de justice d'Afrique ;
- la promulgation de textes sur la transmission directe des actes ;
- et l'exequatur allégée des décisions de justice.

« Les huissiers de justice travaillent pour le triomphe du droit sur le désordre. Par le droit se gagnent des paris démocratiques et se forment des sociétés », s'est-il exclamé en conclusion.

Dans une intervention très attendue, Alsény René Gomez, ministre de la Justice de Guinée, Garde des Sceaux, a souligné combien les sujets retenus pour le colloque étaient au cœur des préoccupations des gouvernements des pays de l'espace Ohada, soucieux de créer, promouvoir et renforcer les conditions d'une bonne administration de la justice. Le Garde des Sceaux a déploré que la profession d'huissier de justice, pourtant officier ministériel, investie de nombreuses missions qui en font un maillon indispensable de la machine judiciaire, soit méconnue. Il a souligné son rôle essentiel dans la signification des actes, l'exécution des décisions de justice, mais aussi dans le recouvrement des créances et la rédaction des constats, l'invitant par ailleurs à être « le médiateur entre le créancier et le débiteur ».

Le président de la République, a-t-il conclu, n'a de cesse de répéter que l'Etat de droit se construit par les citoyens et les acteurs de la vie nationale qui sont compétents et intègres. « Cela passe par un programme de formation, car la formation est le critère premier d'efficacité. En cela les résultats des travaux de ce colloque seront essentiels ». M. Gomez a suggéré de le dédier aux anciens et à l'homme qui a rendu la dénomination de la profession familière, M. Diallo, huissier, et achevé cette intervention très appréciée en déclarant les travaux ouverts.

### Des solutions concrètes et pragmatiques

Deux jours d'intenses échanges ont suivi avec une remarquable présentation des acquis et des perspectives de l'huissier de justice dans l'espace Ohada par Amadou Sako, directeur du Centre de formation et de documentation judiciaire au sein du ministère de la Justice, et la participation de nombreux intervenants :

- Ahmadou Madani Sylla, magistrat, directeur des Affaires judiciaires au ministère de la Justice ;
- Filifing Dembelé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali ;
- Sory Daouda Camara, secrétaire chargé de la formation et de la déontologie de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Aboubacar Camara, huissier de justice (Guinée) ;
- Mama Moussa Condé, huissier de justice (Guinée), secrétaire chargé de la formation à la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Severin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso ;
- William Fernandez, magistrat, substitut général de M. le procureur ;
- Kelefa Sall, magistrat, substitut général de M. le procureur général près la cour d'appel de Conakry ;
- Mamadou Saliou Diallo, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Fodé Mariama Camara, huissier de justice (Guinée), 2e secrétaire chargé des relations extérieures ;
- Mamadou Cellou Diallo, huissier de justice (Guinée), formateur ;
- Mamadou Aliou Dramé, magistrat, inspecteur général adjoint au ministère de la Justice ;
- Et Fodé Sangban Kanté, magistrat, président de section au tribunal de première instance de Kaloum.

Les procureurs d'instance des tribunaux de première Instance de Conakry, le directeur de la Sûreté urbaine de Conakry, les commissaires centraux de police de Conakry, le chef d'état major de la gendarmerie, et les commandants des escadrons de la Gendarmerie mobile de Conakry ont également honoré de leur présence cette manifestation internationale.

Il appartenait à M. Alsény René Gomez de tirer la conclusion du rapport de synthèse des travaux exposé par le président Camara. A ce titre, le ministre de la Justice a relevé les difficultés auxquelles est confrontée la profession quotidiennement, notamment dans ses relations avec les banques et plus particulièrement la Banque centrale ainsi qu'avec les services de police et de gendarmerie.

M. Gomez a demandé officiellement à la Chambre des huissiers de justice de



Guinée de dresser un inventaire exhaustif des problèmes, pour permettre à ses services de faire une étude objective, devant déboucher sur des « propositions de solutions concrètes et pragmatiques ».

Enfin, le Garde des Sceaux a été retenu par la question du statut de la profession, de son tarif et des difficultés résultant de l'ingérence des autorités politiques et administratives dans l'accomplissement de ses missions.

Sur l'ensemble de ces points, M. Gomez a tenu à préciser que des études étaient en cours et que des propositions concrètes seraient faites par son cabinet à la Chambre des huissiers de justice qu'il a invité à communiquer à ses services ses propres propositions en retour.

« J'ai espoir, monsieur Isnard, que la lumière que votre présence a fait poindre ici, ne sera pas celle du crépuscule vers la nuit, mais celle de l'aube vers le jour. Sur cette note d'espoir, je déclare clos le colloque international des huissiers de justice », dit Colloque Diallo huissier.

### Le rôle essentiel de l'huissier de justice au service de la loi

En marge des travaux, se sont déroulés le vendredi 29 septembre les réceptions de l'ensemble des délégations par les différents corps constitués : le ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, le Conseil national de la communication, le président de l'Assemblée nationale et le président de la Cour suprême. Dans une réception donnée à la présidence de la République, M. El Hadji Fodé Bangoura, ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, a insisté sur l'importance de la formation dans cette jeune république de Guinée dont « la volonté est d'assurer une bonne administration de la justice, essentielle à l'établissement d'un Etat de droit » a-t-il ajouté. A ce titre, M. Bangoura a assuré la Chambre des huissiers de justice de son soutien ainsi que de celui de tous les corps constitués, pour œuvrer dans la même direction.

Il a tenu à remercier l'UIHJ pour le soutien apporté à ses confrères guinéens et par là même tant à l'Etat de Guinée tout entier, dans la construction d'un pays démocratique, que pour toute l'Afrique.

Le président de la Cour suprême a rappelé combien le droit était régulateur des rapports sociaux. Il a salué le rôle essentiel de l'huissier de justice au service de la loi dans un pays somme toute jeune dans sa construction démocratique, qui est passé de la justice rendue sous « l'arbre à palabre » aux textes novateurs de l'Ohada. Il a assuré de son soutien la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée pour des échanges cordiaux sur la jurisprudence de la Cour suprême, restant à l'écoute des problèmes que la profession pourrait lui soumettre.

La même volonté de mettre au service des huissiers de justice des textes législatifs propres à leur permettre d'assurer convenablement leur fonction a sous-tendu aux propos du président de l'Assemblée nationale.

### Réception à l'Assemblée nationale

Enfin, toutes les délégations ont été reçues à l'Assemblée nationale où le président du Parlement guinéen, M. El Hadji Aboubacar Somparé, n'a pas manqué à son tour de donner au président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée l'assurance que les députés veilleraient à donner aux huissiers de justice par voie législative les moyens statutaires et juridiques nécessaires au plein exercice de leurs activités.

Autant de démonstrations de soutien de l'ensemble des corps constitués pour la profession d'huissier de justice en Guinée qui ont ravi l'ensemble des délégations du Burkina Faso, du Congo, du Mali et du Tchad et le talentueux président Camara.

## 1st Ufohja International Seminar in Conakry

For the first time, an Ufohja seminar organised by the National Chamber of the judicial officers of Guinea, the UIHJ and the French National School of procedure was held in Guinea, in Conakry, from the 27 to September 29, 2006.

### The Sword of Justice

For this first seminar in Guinea since the occupation of judicial officer took its liberal aspect in 1986, three principal topics were retained:

- the general aspect and particular interests for the judicial officers relating to the treaty of Ohada;
- practical problems raised by the attachment on bank accounts and provisional measures and, for the first time in Africa, of the difficulties raised by the seizure of immovable property, in particular because of the general lack of "land registries";
- Ethics and deontology which must control the activities of the judicial officers, and the necessary assistance that the police force must bring to the execution of the court decisions and enforceable titles.

The delegation of the UIHJ was led by Jacques Isnard, president, with Rose Bruno and Anne Kérisit, judicial officers (France), members of the UIHJ and Ufohja experts.

In his opening speech, Saïdouba Kissing Camara, president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea, greeted the presence of the personalities members of the republican institutions or the legal bodies like that of the delegations of Burkina Faso, of Congo, of Mali, of Chad and of France, the representatives of South Africa and Benin having been prevented because of air strikes. President Camara, in addition, returned to a vibrating homage to "his excellence Mr. President of the Republic, Head of the State, the General Lansana Conté and to his government for their constant concern to make of Guinea, our country, a true State of law". In addition, Saïdouba Kissing Camara cordially thanked Jacques Isnard for all the efforts he never cease making for the profession. "This Franco-African was personally interested in Africa and made of it his everyday concern" he declared. "The judicial officer is the sword of justice. The enforcement of court decisions makes the authority of justice and the State. The exercise of the occupation of judicial officer is so difficult, so delicate, that certain courage is needed and this courage deserves our respect" he added. In conclusion, the president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea invited the whole of the congressmen to show of imagination, moderation, good thinking and rigour in order to work in the interest of all during the two days of the seminar.





### Three Projects for Africa

Jacques Isnard put forward the three imminent projects for the African fellow-members in Ohada space:

- the installation of a uniform statute for the judicial officers of Africa;
- the promulgation of texts on the direct transmission of the documents;
- and the reduced exequatur for the court decisions.

*"The judicial officers work for the triumph of law over disorder. With the law democratic bets are won and societies are forged",* he said in conclusion.

In an awaited intervention, Alsény René Gomez, Minister for Justice of Guinea, underlined how much the subjects retained for the conference were at the heart of the concerns of the governments of the countries of the Ohada area, anxious to create, promote and reinforce the conditions of a good administration of justice. The Minister of Justice deplored that the occupation of judicial officer – member of the legal profession – invested in many missions which are an essential element of the legal system, is ignored. He underlined his essential role in the service of documents, the execution of court decisions, but also in the recovery of debts and in the statements of facts, in addition inviting him to be *"the mediator between the creditor and the debtor"*.

The president of the Republic, he concluded, does not cease to repeat that the State of law is built by the citizens and by actors of the national life who are qualified and just. *"That passes by a training scheme, because training is the first criterion of efficiency. In that the results of the works of this conference will be essential"*. Mr. Gomez suggested dedicating it to the ancients and to the man who made the denomination of the profession familiar, Mr. Diallo, usher, and completed his well appreciated intervention by declaring the seminar open.



*Réception par le ministre de la justice au ministère de la justice – Meeting with the Minister for Justice at the Ministry of Justice*

*Les participants – The participants*



### Concrete and Pragmatic Solutions

Two days of intense exchanges followed with a remarkable presentation of the assets and prospects for the judicial officer in the Ohada area, by Amadou Sako, director of the Centre of training and legal documentation within the ministry of Justice. The participants included:

- Ahmadou Madani Sylla, magistrate, director of the Judiciary at the ministry of Justice;
- Filifing Dembelé, president of the National Chamber of the judicial officers of Mali;
- Sory Daouda Camara, secretary in charge with the training and the deontology of the National Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Aboubacar Camara, judicial officer (Guinea);
- Mama Foamed Condé, judicial officer (Guinea), secretary in charge of the training at the national Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Séverin Somda, president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso;
- William Fernandez, magistrate, general substitute of the public prosecutor;
- Kelefa Sall, magistrate, general substitute of the General Attorney at the Court of Appeal of Conakry;
- Mamadou Saliou Diallo, vice president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Fodé Mariama Camara, judicial officer (Guinea), 2nd secretary in charge of the foreign relations;
- Mamadou Cellou Diallo, judicial officer (Guinea), trainer;
- Mamadou Aliou Dramé, magistrate, vice-general inspector at the ministry of Justice;
- And Fodé Sangban Kanté, magistrate, president of section at the court of first instance of Kaloum.



*Une partie du public – A part of the public*

The prosecutors of the courts of first instance of Conakry, the director of the urban Safety of Conakry, the central Chiefs police of the police forces of Conakry, the Head of the authorities of the *"gendarmerie"*, and the commanders of the platoon of mobile *"gendarmerie"* of Conakry also honoured with their presence this international demonstration.

It was up to Mr. Alsény René Gomez to draw the conclusion from the review of the summary report presented by president Camara. For this reason, the Minister for Justice raised the difficulties with which the profession is confronted daily, in particular in the relations with the banks and more especially the central Bank as well as with the services of the police force and the *"gendarmerie"*. Mr. Gomez officially asked the National Chamber of judicial officers of Guinea to draw up an exhaustive inventory of the problems, to allow his services to make an objective study, having to lead to *"proposals for concrete and*



pragmatic solutions”.

Lastly, the Minister of Justice insisted on the question of the statute of the profession, its tariff and the difficulties resulting from the interference of the political and administrative authorities in the achievement of its missions.

On the whole of these points, Mr. Gomez made a point of specifying that studies were in hand and that specific proposals would be made by his cabinet to the National Chamber of the judicial officers which he invited to communicate, in return, with his services, its own proposals.

“I have hope, Mr Isnard, that the light that your presence has raised here will not be that of the twilight towards the night, but that of the dawn towards the day. On this note of hope, I declare closed the international conference of the judicial officers, known as Colloque Diallo usher.”

### The Essential Role of the Judicial Officer at the Service of the Law

In margin of the seminar, the whole of the delegations were received on Friday 29 September by the various authorities: the State minister in charge of the Presidential Affairs, the National Council of the communication, the president of the National Assembly and the president of the Supreme Court. In a reception given at the presidency of the Republic, Mr. El Hadji Fodé Bangoura, State Minister in charge of the Presidential Affairs insisted on the importance of training in this young Republic of Guinea whose “will is to ensure a good administration of justice, essential to the establishment of a State of law” he added. For this reason, Mr. Bangoura ensured the National Chamber of the judicial officers of Guinea of his support as well as that of all the corporate bodies, to work in the same direction.

He insisted on thanking the UIHJ for the support brought to the Guinean fellow-members and consequently to the entire State of Guinea, in the construction of a democratic country, as well as to the whole of Africa.

The president of the Supreme Court recalled how much the law was regulating the social relations. He greeted the essential role of the judicial officers with the service of the law in an altogether young country in its democratic construction, which passed from the justice given under “the palaver tree” to the innovative texts of Ohada. He ensured of his support to the National Chamber of the judicial officers of Guinea for cordial exchanges on the decisions of the Supreme Court, waiting to hear of the problems which the profession could submit to him.



The same will to provide the judicial officers with the suitable legislative texts to enable them to operate efficiently underlined the remarks of the president of the National Assembly.

### Reception at the National Assembly

Lastly, all the delegations were received at the National Assembly where the president of the Guinean Parliament, Mr. El Hadji Aboubacar Somparé, did not fail in his turn to give to the president of the National Chamber judicial officers of Guinea the insurance that the deputies would take care to give to the judicial officers by legislative way the statutory and legal means necessary to the full exercise of their activities.

These demonstrations of support of the whole of the authorities towards the profession of judicial officer in Guinea pleased the whole of the delegations of Burkina Faso, of Congo, of Mali and Chad and, last but not least, the talented president Camara.

*Pendant la conférence de presse : Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso, Atia Rufin Martial, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, Elysé Eldjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad, Filifing Dembélé, président de la chambre nationale des huissiers de justice du Mali, Jacques Isnard, président de l'UIHJ — During the press conference: Séverin Somda, President of the National Chamber of Judicial Officers of Burkina Faso, Atia Rufin Martial, vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Congo, Elysé Eldjimbaye, President of the National Chamber of Judicial Officers of Tchad, Filifing Dembélé, President of the National Chamber of Judicial Officers of Mali, Jacques Isnard, President of UIHJ*

